

Le budget

Les Canadiens veulent voir disparaître la dette. Ils veulent que cela se fasse en réduisant les dépenses du gouvernement. Le gouvernement a bien compris leur message. C'est pour cette raison que nous nous sommes engagés à réduire les dépenses de 7 \$ pour chaque nouveau dollar qui entre dans les coffres de l'État.

Pour rendre le régime fiscal plus équitable, le gouvernement a supprimé plusieurs échappatoires qui profitaient aux grosses sociétés et aux banques et a évité d'alourdir le fardeau des particuliers et de la classe moyenne en refusant d'augmenter les impôts sur le revenu des particuliers.

En 1994, on a entrepris un examen de tous les programmes du gouvernement et de toutes les dépenses des ministères. Comme promis, les résultats de cet examen ont été annoncés dans le budget de cette année.

Le gouvernement a redéfini son propre rôle afin que les ministères concentrent leur attention sur les priorités des Canadiens. Le nouveau gouvernement sera plus petit mais plus efficace et plus efficient.

Ce gouvernement a su voir que la croissance économique du Canada reposait entre les mains des PME. C'est pour cette raison que l'exonération des gains en capital de 500 000 \$ a été maintenue pour les PME et les agriculteurs. De même, seuls des changements mineurs ont été apportés aux cotisations aux régimes enregistrés d'épargne-retraite qui sont particulièrement importantes pour les gens qui travaillent dans ce secteur.

Le gouvernement a réduit ses dépenses de façon spectaculaire mais tout en restant fidèle aux valeurs chères aux Canadiens, c'est-à-dire en protégeant les plus démunis et en coupant d'abord dans le gras du gouvernement.

Comme je le disais plus tôt, le budget stimule la croissance et l'emploi conformément au programme que s'est fixé le gouvernement. En 1994, plus de 400 000 emplois nouveaux ont été créés au Canada; la plupart sont des emplois permanents à temps plein. Le taux de croissance économique a atteint 4,5 p. 100, soit le plus élevé des pays du G-7. Cette croissance va se poursuivre et même s'accélérer en 1995 grâce aux mesures prises dans le budget.

À ce propos, j'aimerais citer un passage tiré d'un article paru dans le *Ottawa Citizen* du 2 mars. On y dit:

Nous assistons à une nouvelle vague de prospérité, sans inflation, du moins pour l'instant. Alimentée par le secteur extérieur et les dépenses des consommateurs et des entreprises, l'économie a connu une forte croissance, augmentant de 4,5 p. 100 l'an dernier. C'est ce que Statistique Canada rapportait mercredi.

La croissance s'est intensifiée au dernier trimestre de 1994, atteignant 5,9 p. 100, comme le précise l'organisme gouvernemental dans son plus récent bilan sur l'économie canadienne, ce qui laisse entendre, selon les analystes, que la tendance se maintiendra.

Je voudrais vous lire un extrait d'un autre article paru dans la même édition.

Le *Wall Street Journal*, l'un des plus sévères critiques de la politique économique du Canada, s'est laissé amadouer quelque peu par le nouveau budget. Dans un éditorial publié dans ce très influent journal d'affaires, on affirmait mercredi que

le budget déposé par le ministre des Finances devrait inspirer les autres pays qui ont également dépassé leurs possibilités financières.

• (1240)

De toute évidence, le ministre a écouté attentivement les Canadiens, les habitants de Carleton—Charlotte comme des autres régions du pays, et a déposé le budget qu'ils réclamaient. Le budget est sévère, mais juste, et les mesures qu'il prévoit seront appliquées de façon équitable.

Nous pouvons sûrement rêver à un avenir meilleur pour tous les Canadiens grâce au budget qu'a déposé le ministre des Finances à la Chambre des communes.

[Français]

M. Paul Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ): Monsieur le Président, je dois dire au député qui vient de prendre la parole, que tout le monde est d'accord, effectivement, sur la nécessité de contrôler les dépenses du gouvernement fédéral qui sont hors contrôle depuis plusieurs années et qui nous ont conduits à une situation financière catastrophique.

Dans un monde où on dit que les marchés font de plus en plus face à l'internationalisation, à la mondialisation et qu'il faut aider nos producteurs, les appuyer en matière de recherche et développement de façon à ce qu'ils puissent faire face à la compétition mondiale. Quelle est la logique, selon lui, d'éliminer tout à coup toute recherche et développement dans le secteur de la production ovine, alors qu'on décide de fermer la seule ferme expérimentale qui travaillait dans ce secteur et qui avait un mandat national à travers le Canada? Quel message cela donne-t-il aux producteurs ovins du Canada de dire qu'il n'y aura plus aucun appui du côté de la recherche et développement?

Pourquoi décide-t-on de retirer tous les moyens à ce secteur? N'est-ce pas ce qu'on pourrait appeler une mauvaise coupure, comparativement à d'autres qui pourraient être faites à des niveaux où il n'y aurait pas d'impact direct sur un secteur industriel important de la production agricole, comme la production ovine, qui est une production qui permet de diversifier l'agriculture particulièrement au Québec et en Alberta? Quelle est, selon lui, la logique derrière une telle décision?

[Traduction]

M. Culbert: Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député. Il a parfaitement raison, quoique nous nous targuions de parvenir à contenir notre dette et notre déficit. Nous ne sommes pas le premier gouvernement à se fixer des objectifs à cet égard, mais nous sommes certes le premier de ce siècle qui parviendra à les atteindre. Le ministre des Finances s'y est engagé, le premier ministre s'y est engagé, et la Chambre s'y est engagée.

La recherche et le développement constituent effectivement une priorité de notre gouvernement. On l'a dit et on l'a répété. Le gouvernement est aussi d'avis que l'entreprise privée et la commercialisation peuvent—et ils l'ont déjà prouvé—y réussir mieux que nous. Qu'il s'agisse de recherche et de développement ou de petite entreprise ou encore de secteur industriel, ils peu-